

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 30 novembre 2016

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

76 2016.RRGR.274 Motion 056-2016 Müller (Orvin, UDC) Intégration économique: rendre l'apprentissage de la langue obligatoire

N° de l'intervention: 056-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 13.03.2016
Déposée par: Müller (Orvin, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 17.03.2016
N° d'ACE: 1049/2016 du 21 septembre 2016
Direction: SAP

Intégration économique: rendre l'apprentissage de la langue obligatoire

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'adapter la législation sur l'intégration pour que l'apprentissage de la langue s'inscrive dans un processus progressif et contrôlé soumis au régime de l'obligation ;
2. d'adapter, le cas échéant, les sanctions en cas de non-respect de l'obligation.

A l'heure actuelle, l'article 9 et plus particulièrement l'article 10, alinéa 1 en relation avec l'article 8 de l'ordonnance du 22 octobre 2014 sur l'intégration de la population étrangère (RSB 124.111) règlent les modalités de conclusion d'une convention d'intégration. **Aucune** exigence de réussite n'est liée au cours de langue, la seule exigence étant une fréquentation d'au moins 80 pour cent de l'enseignement. Exceptionnellement, il peut être demandé que la personne concernée atteste qu'elle a réalisé des « progrès raisonnables ».

But de l'intervention

Il s'agit de

1. veiller à ce que le canton formule plus clairement les exigences requises en matière d'intégration réussie en ce qui concerne l'apprentissage de la langue ;
2. définir la notion de réussite en matière d'apprentissage de la langue au moyen d'objectifs clairs et mesurables ;
3. encourager l'acquisition d'une maîtrise suffisante de la langue au moyen de sanctions sévères.

Les compétences linguistiques sont essentielles à la réussite de l'intégration de la population étrangère. C'est pourquoi le canton doit fixer des conditions générales à même d'inciter réellement les personnes concernées à acquérir une maîtrise suffisante d'une langue nationale. Cela passe par la définition d'objectifs clairs dont la réalisation peut être contrôlée à l'aide de tests de langue, sachant que la seule fréquentation d'un cours de langue ne garantit pas l'apprentissage d'une langue.

Pour renforcer la motivation, il y a lieu d'adapter le cadre juridique de manière à prévoir des sanctions allant jusqu'à la révocation, sans exception, de l'autorisation de séjour si le niveau de maîtrise de la langue n'est pas atteint.

En l'espèce, il importera de pouvoir constater aussi tôt que possible si le niveau de maîtrise linguistique requis est atteint et, partant, de pouvoir menacer de sanctions ou sanctionner si nécessaire. Les exceptions ou les mesures de rattrapage, le cas échéant, devraient être formulées de manière à conserver un caractère exceptionnel. Ainsi, la population migrante doit faire preuve d'engagement dès le départ, ce qui est essentiel au succès des efforts d'intégration, comme en attestent de manière incontestable diverses études.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1

La loi sur l'intégration de la population étrangère (loi sur l'intégration, Lint ; RSB 124.1) s'applique au cercle défini à l'article 2 de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr ; RS 142.20), soit aux personnes dont le séjour est légal et durable. Se fondant sur le principe d'encourager et d'exiger, elle contient divers instruments permettant d'ordonner des prestations d'intégration. L'octroi et la prolongation d'une autorisation de séjour peuvent ainsi être conditionnés, par une convention d'intégration, à l'obligation de suivre un cours de langue (art. 9, al. 4 Lint). Des mesures contraignantes ne peuvent toutefois être imposées qu'aux personnes dont le droit au séjour n'est pas acquis (cf. art. 8, al. 3 Lint). Le Conseil-exécutif ne peut pas déroger au groupe cible prescrit par la législation fédérale.

Lors de la conclusion de conventions d'intégration, les autorités cantonales des migrations sont tenues de respecter le principe de proportionnalité inscrit dans la Constitution. A la différence du régime de l'obligation souhaité par le motionnaire, les mesures contraignantes d'apprentissage de la langue prévues par la législation actuelle ne concernent pas l'ensemble des personnes entrant dans le champ d'application de la loi. Elles reposent bien plutôt sur l'évaluation des besoins concrets dans le cas d'espèce. Un dispositif ciblé et efficient évite de gaspiller des ressources en faveur de personnes qui n'ont pas besoin d'acquérir des compétences linguistiques supplémentaires au moyen de mesures du droit des étrangers.

Le motionnaire demande que la réussite en matière d'apprentissage de la langue soit définie au moyen d'objectifs clairs et mesurables. L'ordonnance sur l'intégration de la population étrangère (ordonnance sur l'intégration, Oint ; RSB 124.111) dispose ce qui suit : la preuve qu'un cours de langue a été suivi et achevé est réputée fournie lorsque la fréquentation d'au moins 80 pour cent de l'enseignement est confirmée par une attestation ou que des progrès raisonnables dans l'apprentissage de la langue ont été attestés (art. 10, al.1). L'ordonnance respecte ainsi le principe de proportionnalité, en prenant en considération les capacités et la situation de la personne concernée. Elle exige par ailleurs une participation active. La définition de la réussite par des objectifs clairs et mesurables est dès lors déjà possible, compte tenu des buts, du contexte et des progrès individuels.

A l'échelle fédérale, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) entend introduire un instrument d'évaluation des compétences linguistiques en 2017. Cet outil permettra de vérifier le degré d'apprentissage de la langue de manière simple et uniforme dans tout le pays.

Le gouvernement estime que la législation cantonale en vigueur permet le recours approprié et efficace à des mesures contraignantes et que le canton disposera de suffisamment de moyens d'évaluation une fois son arsenal complété par l'instrument national susmentionné.

Point 2

Comme le prévoit la Lint (art. 11, al. 3), les autorités chargées de l'exécution de la législation sur le droit des étrangers tiennent compte de l'accomplissement des mesures convenues au moment d'attribuer une autorisation de séjour ou d'établissement, de la prolonger ou de la révoquer. La révocation sans exception de l'autorisation de séjour exigée par le motionnaire si les objectifs inscrits dans la convention d'intégration ne sont pas atteints est contraire à la législation fédérale et au droit constitutionnel. En vertu de ce dernier, toute décision en vertu du droit des étrangers doit être examinée par l'autorité à l'aune du principe de proportionnalité.

Le gouvernement est d'avis que la loi actuelle règle de manière adéquate le système de sanctions en cas de non-respect de la convention d'intégration. La révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers qui est en cours ne prévoit pas non plus de renforcer les sanctions ni d'introduire un régime obligatoire.

Le Conseil-exécutif est prêt à examiner d'autres possibilités d'optimisation dans le cadre du projet de restructuration du domaine de l'asile dans le canton de Berne (NA-BE). Il propose donc d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir kommen zu Traktandum 76, zur Motion von Herrn Grossrat Müller. Grossrat Müller wäre bereit gewesen, deren Behandlung zu verschieben, doch nun sind wir gut im Zeitplan und können sie noch heute mit ausreichend Zeit behandeln. Der Regierungsrat wäre bereit, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Wir sind uns vermutlich alle einig, dass die Sprache wohl der entscheidende Faktor für eine Integration ist. Deshalb ist es auch richtig, dass der Spracherwerb in der Integrationsverordnung behandelt wird. Das Problem ist nun aber, dass in dieser Integrationsverordnung nicht verlangt wird, dass Sprachkurse erfolgreich absolviert werden müssen. Es wird nämlich nur verlangt, eine Sprachschule zu besuchen. Es wird sogar nur verlangt, dass man 80 Prozent anwesend sein muss. Somit besteht eine reine Anwesenheitspflicht. Es wird nicht verlangt, dass jemand diese Sprache auch tatsächlich lernt. Und das ist kaum verständlich.

Man muss sich einmal vorstellen, es sei ausreichend, wenn jemand 80 Prozent der Zeit in der Sekundarschule anwesend ist, damit er im Gymnasium aufgenommen wird. Auf diese Idee würde niemand kommen, und es kommt auch niemand auf die Idee, zu sagen, man erhalte einen Führerausweis, wenn man zehn- oder zwanzigmal in einem Auto mitgefahren ist.

Das Ziel eines Kurses ist ja, dass die Leute die Sprache lernen, damit sie die Integration vollziehen können. Genau dort setzt meine Motion an. Der Spracherwerb ist das Ziel, und der Besuch einer Sprachschule ist der Weg zum Ziel. Es kann nicht sein, dass der Besuch einer Sprachschule das Ziel ist. Und genau dort setzt mein Vorstoss an. Ich möchte, dass das Ziel des Spracherwerbs klar und vor allem auch messbar definiert und die Erreichung dieses Ziels überprüft wird. Das ist ja bei Sprachen relativ einfach. Wir alle kennen den gemeinsamen, europäischen Referenzrahmen, welcher die Sprachkenntnisse in Kategorien von A1 bis C2 einordnet. Damit könnten wir meines Erachtens relativ einfach definieren, was wir von solchen Sprachkursbesuchenden verlangen.

Ich bin zudem der Meinung, dass man gewisse Sanktionen oder Honorierungen aussprechen sollte. Je nach Ergebnis muss man dann eine Zusatzrunde machen, ähnlich wie wenn man eine Prüfung nicht besteht. Und wer sie mehrfach nicht besteht, fällt aus dem System. Deshalb bin ich der Meinung, dass man solche Sanktionen allenfalls auch anpassen muss. In diesem Sinne bitte ich Sie, die Motion zu überweisen. Wenn man Ziele hat, die erreicht werden müssen, motiviert das meines Erachtens sowohl diejenigen, welche die Sprache lernen, als auch die Sprachschulen. Deshalb ergibt das schlussendlich eine Win-win-Situation für alle.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS). Le groupe socialiste a longuement discuté de cette motion. La connaissance de la langue est un élément primordial pour l'intégration des personnes étrangères et nous ne le nions pas. D'ailleurs, nous considérons qu'il faut favoriser l'apprentissage de celle-ci, et c'est pour cela que nous avons déposé un postulat à ce sujet. Cependant, la connaissance de la langue n'est pas le seul élément déterminant le processus d'intégration d'une personne. Par exemple, Xavier sait parfaitement parler le Bärndütsch, mais côtoie uniquement des gens de sa communauté, les Français. De plus, il ne travaille pas. Est-il intégré? Vous me répondrez bien évidemment non. Dans ce cas, les dimensions sociale et professionnelle ne sont pas remplies et cela influe beaucoup sur ce que l'on appelle l'intégration. On peut donc en conclure que la connaissance d'une langue est primordiale et essentielle pour l'intégration du moment où elle est utilisée à bon escient. Voici un deuxième exemple: Annie ne sait pas dire un mot en français, ni en allemand. Elle ne côtoie elle aussi que sa communauté, des expatriés américains, cependant, elle est cadre dans une grande entreprise, la considérez-vous comme intégrée? Je ne suis pas sûre que tout le monde ici me réponde non. Cet exemple nous démontre que la dimension professionnelle est considérée comme bien plus importante. Finalement, la langue est un moyen pour s'intégrer professionnellement, économiquement et socialement, mais elle ne suffit pas à elle-même à assurer l'intégration.

De plus, de quel type de langage parle-t-on? En effet, l'apprentissage d'une langue n'est pas le même selon le registre d'utilisation. Les migrantes et migrants doivent-ils apprendre et donc être évalués sur des compétences langagières étant liées à la communication quotidienne, professionnelle ou administrative? Souhaitez-vous évaluer leurs compétences grammaticales ou l'aisance à parler? Hormis les différents registres de communication, l'acquisition de la langue n'est pas si simple que vous le prétendez.

Toutes les formatrices et formateurs d'adultes vous diront que, si la motivation a un grand impact sur l'acquisition d'une compétence, elle ne suffit pas. D'autres éléments sont à prendre en compte comme le plaisir d'apprendre, le contexte d'apprentissage, le type d'acquisition des formés, le parcours de vie, les connaissances au préalable, etc. etc. Concernant les personnes étrangères, il faut particulièrement prendre en compte leur langue d'origine, leur connaissance d'autres langues

dont la ou les langues officielles, leur connaissance de l'alphabet latin, leur niveau de formation, leur parcours de vie, etc. Pour imager, une personne provenant du Tibet n'ayant jamais été scolarisée, ne parlant que le tibétain et ayant vécu un traumatisme psychologique dans sa vie, n'aura pas les mêmes ressources pour acquérir la connaissance de la langue officielle qu'une personne portugaise provenant d'une famille de classe moyenne et ayant suivi, lors de sa scolarité au Portugal, des cours de français et d'allemand. Nous ne pouvons donc pas exiger la même chose de ces deux personnes, car elles ont des besoins différents pour acquérir les compétences langagières nécessaires à leur bonne intégration. Malgré leur bonne volonté et motivation, elles n'acquerront pas la ou les langues officielles au même rythme. Selon votre proposition, va-t-on sanctionner les mauvais élèves, ceux qui ont de la difficulté selon un système de méritocratie?

Le groupe PS-JUSO-PSA est aussi d'avis qu'il serait peut-être nécessaire d'adapter l'apprentissage des langues officielles dans le cadre de la loi sur l'intégration. C'est pourquoi une partie du groupe socialiste envisage d'accepter le premier point de la motion en tant que postulat. Cependant, le caractère répressif et rétrograde de cette motion est clairement rejeté par le groupe PS-JUSO-PSA, et c'est pourquoi nous rejetons dans tous les cas le point 2.

Le président. Werden Sie bitte wieder etwas ruhiger. Wir sind noch nicht fertig mit der Session. Wir brauchen noch etwas Zeit, und wir haben auch noch Verabschiedungen vorzunehmen. Deshalb wäre ich froh, wenn wir noch konzentriert weiterarbeiten können.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Jeder Spracherwerb ist ein Reichtum für alle Menschen. Dennoch gibt es viele Gründe, diesen Reichtum nicht erwerben zu können, davon ausgeschlossen zu sein oder schlicht über zu wenige Ressourcen zu verfügen, um auch Zugang zu Orten des Spracherlernens zu haben.

Das beste Instrument für den Erwerb einer Sprache ist der Kontakt zu anderen Menschen ausserhalb des Haushaltes, am besten bei sozialen Tätigkeiten und Erwerbsarbeit. Nach Feierabend geht unsereins nach Hause und sitzt mit der Familie oder mit Freunden zum Plaudern und Austauschen am Esstisch. Während dieser Zeit reinigen Migrantinnen unsere Büros oder Arbeitsstellen, und sie tun das meistens alleine und einsam. Ihre Kontaktmöglichkeiten sind sehr beschränkt, und eine geringe Schulbildung erschwert die Situation zusätzlich. Natürlich gibt es auch Manager, die nur gerade Englisch sprechen. Mit der Motion sind aber diese Manager und hochqualifizierten Expats kaum gemeint.

Es ist gut und wichtig, dass die lokale Sprache gelernt werden kann und möglichst alle zugewanderten, fremdsprachigen Personen im Kanton Bern Zugang zu einem nützlichen Angebot haben. Es wäre aber falsch, Sanktionen zu verhängen, wenn das erwartete und verlangte Niveau nicht erreicht wird. Damit würde der Bogen überspannt. Wenn schon, müsste finanzielle Hilfe systematisch ausgerichtet werden, damit niemand ausgeschlossen ist. Dies entspricht aber offensichtlich nicht der Ansicht der Partei des Motionärs, die eine solche Forderung bekanntlich ablehnt. Ist es denn zulässig, das Pflichtniveau bewusst oder unbewusst viel zu hoch anzusetzen und dann bei Nichterfüllen mit Sanktionen strafen zu können?

Wie gesagt, sind Sprachkenntnisse ein Reichtum. Solche zu erwerben ist aber nicht einfach und nicht jede Person ist in der Lage, diesen Reichtum auch umzusetzen. Wenig Schulbildung, psychische Beeinträchtigungen und Traumata können die Konzentration beeinträchtigen. Auch schwere Körperarbeit frisst Energie und raubt die Kraft, die es zum Lernen braucht. Am Abend bleibt dann nur das Bett.

Wenn Spracherwerb wirklich so einfach wäre, wie sich der Motionär vorstellt, der den Vorstoss dringlich erklärt haben wollte, frage ich mich schon, weshalb wir hier im Saal einen so teuren Simultanübersetzungsdienst brauchen? Ich meine, dass die Übersetzerinnen ihre Arbeit sehr gut machen und das Geld auch verdienen. Die Frage richtet sich eher an uns. Nous vivons dans un canton bilingue et nous aimerions le garder bilingue. Ich schlage deshalb vor, dass wir pro Legislaturperiode nur während des ersten Jahres einen Übersetzungsdienst haben. Gleichzeitig besuchen alle Mitglieder des Grossen Rats einen Sprachkurs in der jeweils anderen Sprache, bien sûr, en payant soi-même. Ich glaube, es würde nicht schaden, wenn wir alle mindestens ein wenig bilingue wären? Zudem sollten wir auch Verständnis für andere Menschen aufbringen, die nicht zaubern können, um eigene und unsere Wünsche zu erfüllen. Aus diesem Grund lehnt die grüne Fraktion den Vorstoss ab.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Es ist schön, zu sehen, dass die SVP die

Notwendigkeit des Spracherwerbs bei der Integration von Ausländern in der Schweiz anerkennt. Wir wären auch froh, wenn die SVP dann auch bei den allfälligen finanziellen Auswirkungen dieser Aufgabe hier im Grossen Rat entsprechend ja stimmen würde.

Ich komme zum Thema. Die Pflicht zum Spracherwerb durch die Asylsuchenden ist bereits im Integrationsgesetz verankert. Doch Sanktionsmöglichkeiten gibt es eigentlich keine und kontrolliert wird das eben auch nicht, wie wir gehört haben. In der Verordnung über die Integration der ausländischen Bevölkerung (IntV) steht unter Artikel 10 Absatz 1: «Der Nachweis für den Besuch und Abschluss eines Sprachkurses gilt als erbracht, wenn eine Kursbestätigung vorliegt, welche den Besuch von mindestens 80 Prozent des Unterrichts oder einen angemessenen Fortschritt im Spracherwerb attestiert.» Das reicht aber bei weitem nicht aus.

Ich habe immer wieder asylsuchende Stellenbewerber, die in ihrem Lebenslauf Sprachlevel B1 oder B2 angeben und auch entsprechende Zertifikate vorweisen. Das heisst, sie müssten eigentlich keine Probleme haben, ein alltägliches Gespräch zu führen und zu verstehen. In der Realität ist es aber anders. Die meisten verstehen einfachste Anweisungen nicht und sind nicht in der Lage, sich halbwegs korrekt auszudrücken. Offensichtlich reichen diese 80 Prozent Anwesenheit nicht aus, und da möchte ich zur Sprecherin der SP-JUSO-PSA-Fraktion sagen: Man kann ja auch Integrationsvereinbarungen formulieren, die den jeweiligen Bildungsstand dieser Leute berücksichtigen. So kann man einem Analphabeten sehr wohl mehr Zeit einräumen als einem, der bereits Schulen besucht hat.

Spracherwerb hat in unseren Augen nämlich eine zentrale Funktion für die Integration, und es ist wichtig, dass man genau hinschaut. Eine Arbeitsstelle erhält man häufig eben nur dann, wenn genügend Deutsch- oder Französischkenntnisse vorhanden sind. Deshalb sind die gesetzlichen Grundlagen für die grünliberale Fraktion im Moment klar nicht ausreichend. Was nützt eine Integrationsvereinbarung und Bekenntnisse zum Spracherwerb, wenn das nicht kontrolliert und wo nötig auch sanktioniert wird? In diesem Sinn und Geist sind wir für Fördern und Fordern und somit auch für die Annahme der Motion.

Christine Schnegg, Lyss (PEV). Ich nehme es gleich vorweg: Die Fraktion EVP wird die Forderungen dieser Motion nicht unterstützen. In einem Punkt sind wir mit dem Motionär aber auch einig. Ein wichtiger Beitrag für eine gelungene Integration ist ganz klar der Spracherwerb. Hier wird nun aber eine bedenkliche Verschärfung des geltenden Rechts gefordert. Ich war persönlich dabei, als wir in der Kommission das kantonale Integrationsgesetz hart diskutierten. Schon damals in der Kommission, wie auch später im Grossen Rat, befand die Mehrheit eindeutig, dass nicht von allen integrationswilligen Menschen verlangt werden kann, eine kantonale Amtssprache auf einem definierten Niveau abzuschliessen und dass man ein Nichterreichen auch nicht scharf sanktionieren will. Es stimmt, dass Integration im Kanton Bern Fördern und Fordern heisst. Damit sind wir auch einverstanden. Und mit dem Instrument der Integrationsvereinbarung haben wir die Möglichkeit, den Spracherwerb zur Bedingung zu machen, um eine Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung zu erhalten. Wir berufen uns in diesem Punkt aber auf die Aussagen des Regierungsrats, dass die Integrationsvereinbarungen der kantonalen Migrationsbehörden an den verfassungsmässigen Grundsatz der Verhältnismässigkeit gebunden sind.

Die heute im Integrationsgesetz vorliegende Regelung ist für die Fraktionsmehrheit der EVP gut. Sie basiert auf den Ressourcen der betroffenen Menschen. Wenn Menschen aufgrund ihrer Flucht traumatisiert sind, wenn sie nicht mit unserem Alphabet vertraut sind, wenn der Arbeitgeber einen Kursbesuch wegen inkompatibler Arbeitszeit nicht zulässt – auch das gibt es eben – oder allenfalls bei mangelnden intellektuellen Kompetenzen, kann es doch nicht sein, dass harte Sanktionen ohne Rücksicht auf das Individuum ausgeübt werden.

Die Fraktion EVP geht vermutlich von einem etwas anderen Menschenbild aus als der Motionär und findet diese Forderung unverhältnismässig. Abgesehen davon stellt der Regierungsrat in Aussicht, dass das Staatssekretariat für Migration (SEM) ein Instrument für einen Sprachnachweis einführen will und dass es anhand dieses nationalen und einfachen Instruments in Zukunft eine Möglichkeit zur Überprüfung der Sprachkompetenz geben wird. Ich schliesse mein Referat mit einem Zitat aus der Regierungantwort: «Der Regierungsrat ist der Ansicht, dass die geltenden kantonalen gesetzlichen Bestimmungen einen angemessenen, zweckmässigen und effizienten Einsatz von verpflichtenden Massnahmen erlauben und dass mit der Ergänzung des nationalen Sprachnachweises in absehbarer Frist ausreichende Instrumente vorhanden sind, diese zu überprüfen.» Dem muss ich nichts mehr beifügen. Die EVP-Fraktion lehnt diese Motion in beiden Punkten ab.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich kann mich namens der FDP-Fraktion ziemlich kurz fassen. So energisch wie Grossrätin Samantha Dunning gegen diesen Vorstoss ist, so energisch bin ich von Seiten FDP-Fraktion für diesen Vorstoss. Das Votum Müller war einmal mehr überzeugend und auch das Votum von Herrn Güntensperger. Effektiv kann man sagen, dass diese 80-Prozent-Regelung wirklich merkwürdig und willkürlich ist. Wenn wir sprachliche Integration tatsächlich fördern wollen, dann müssen wir auch griffige Massnahmen einsetzen und auch ein wenig die Schrauben anziehen. Aber es ist typisch, dass gerade eine Grossrätin aus der Stadt Biel gegen diesen Vorstoss ist, wo ja niemand mehr richtig Deutsch sprechen kann. Deshalb ist dies das beste Beispiel dafür, dass man diesem Vorstoss zustimmen muss. (*Agitation*)

Marc Tobler, Moutier (UDC). Le groupe UDC soutient à grande majorité la motion pour les raisons suivantes. Pour le point 1, à l'heure actuelle, il n'y a aucune obligation exigée pour l'apprentissage de la langue. Seulement, comme cela a été dit, la fréquentation de 80 pour cent est exigée. Pourtant, l'apprentissage de la langue faciliterait grandement l'intégration des personnes que nous devons recueillir. Pour le point 2, nous sommes d'avis que les sanctions ne sont pas assez mises à exécution, ce qui incite à ne pas respecter la fréquentation de l'enseignement de la langue. C'est pour cela que l'on maintiendra la motion.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Hier im Grossen Rat wurde schon sehr viel über Integration diskutiert und debattiert, sinnvolles und weniger sinnvolles. Man kann aber ganz sicher sagen, dass Spracherwerb und Sprachkenntnis die Lackmusprobe der Integrationsbereitschaft ist und zwar unabhängig von allfälligen Ressourcen und Sprachbegabungen. Bei der Umsetzung der Messbarkeit und der Sanktionen sehen wir gewisse Probleme. Dennoch unterstützen wir dieses Geschäft mehrheitlich als Motion

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Ich kann es auch im Namen der BDP-Fraktion sehr kurz machen. Ich gratuliere zu diesem Vorstoss aus den Reihen der SVP. Mit grosser Freude stellen wir fest, dass nun auch die SVP akzeptiert, dass Integration ein wichtiges Thema ist. Wir sind dieses Thema schon vor längerer Zeit angegangen. Als wir hier im Grossen Rat das Integrationsgesetz behandelten, reichte die BDP, vertreten durch Jan Gnägi, einen Vorstoss mit derselben Forderung ein. Leider haben wir damals keine Mehrheit gewonnen, und deshalb sind wir froh, dass dieses Anliegen wieder aufgenommen wurde. Wir unterstützen es mit Freude. Eine Erfolgskontrolle erachten wir als wichtige Forderung. Bei jeder Lehre und auch andernorts wird evaluiert und geschaut, wo man steht. Es ist nicht motivierend, wenn man nachher nicht hinstehen und sagen kann, was man gelernt hat. Das ist bei Sprachen auch so. Und die Sanktionsmöglichkeiten muss man auch anschauen und definieren. Deshalb werden wir diese Motion einstimmig unterstützen.

Le président. Wir sind beim ersten Einzelsprecher angelangt.

Christoph Grimm, Burgdorf (pvl). Ich möchte eine Motion erwähnen, welche die EVP hier im Grossen Rat vor zwei oder drei Jahren überweisen liess. Ich spreche generell von Einbürgerungen und nicht nur von Integration. Ich beschäftige mich sehr viel mit Einbürgerungen. Ich gebe Einbürgerungskurse, und nächsten Montag haben wir einen Einbürgerungstest. Die damalige Motion der EVP forderte, dass man bei den Sprachstandsanalysen schriftlich A2 und mündlich B1 verlangt, weil man eben erkannt hat, dass die Sprachen wahnsinnig wichtig sind. Seither hat sich viel verbessert. So kann ein Einbürgerungstest erst gemacht werden, wenn die Sprachstandsanalyse mit A2 und B1 bestanden wurde. Das heisst, ein Teil der Einbürgerungswilligen macht eine zweite Runde. Wenn sie den Test machen und wegen der Sprache durchfallen, müssen sie unseren Kurs noch einmal besuchen, und das bringt wirklich etwas. Ich bitte Sie, den zweiten Punkt anzunehmen, sonst kommt es mir vor, wie wenn Sie am Arbeitsplatz Aufgaben und Verantwortungen haben, aber keine Kompetenzen, irgendetwas zu tun. Das geht doch schlichtweg nicht auf. Ich bitte Sie also, diesen Punkt zwei als Motion zu überweisen.

Le président. Wünscht noch jemand das Wort? Ja, Frau Grossrätin Dunning. Ich bitte um Ruhe!

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS). Apparemment dans cet hémicycle, c'est dommage, il n'y a pas encore l'obligation d'apprendre le français ou l'obligation de mettre son oreillette, peut-être qu'il faudrait sanctionner ceux qui ne le font pas. Quand je suis allée parler pour le groupe socialiste, j'ai bien dit que nous ne sommes pas contre, disons que pour nous c'est aussi important l'apprentissage de la langue, mais que la motion telle qu'elle est écrite là n'est pas cohérente. Pour un point comme la sanction, sur quoi se baserait-on pour sanctionner finalement les migrants qui n'apprennent pas suffisamment vite ou suffisamment bien le français ou l'allemand? C'est pourquoi le PS a d'ailleurs déposé un postulat, que vous soutiendrez j'espère, où justement on propose d'améliorer l'apprentissage de la ou des langues officielles. Et par rapport à Bienne, par rapport à la langue allemande à Bienne, je ne ferai pas de commentaire parce qu'il y en a plein qui ne savent pas le français et qui sont pourtant Suisses.

Le président. Wünscht noch jemand das Wort? – Das ist nicht der Fall, dann spricht nun Herr Regierungsrat Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. La langue représente trop souvent une barrière quasiment infranchissable dans l'intégration des migrants et migrantes. Il est dès lors important que des moyens soient disponibles pour pouvoir améliorer la maîtrise d'une des langues cantonales, de manière à améliorer la situation économique des personnes. Je tiens ici à mentionner que, lors de mes nombreuses visites à travers le canton, j'ai à plusieurs reprises été rendu attentif à ce problème de non-maîtrise d'une langue cantonale. Toutefois, au vu des sommes élevées d'ores et déjà dépensées par le canton pour ce sujet, nous sommes également en droit de nous poser la question de savoir pourquoi certains objectifs ne sont pas atteints. S'agit-il d'un manque de volonté ou d'intérêt des personnes concernées? Les prestations fournies pour cet apprentissage sont-elles d'une aussi mauvaise qualité? Se pencher sur ce sujet sera nécessaire.

Il ne serait pas obligatoire d'adapter la loi sur l'intégration, car la réglementation actuelle est suffisante. Les personnes dont le droit de séjour n'est pas acquis peuvent se voir imposer un cours de langue par une convention d'intégration avec des objectifs clairs et mesurables. Le Secrétariat d'Etat aux migrations a prévu d'introduire en 2017 un instrument d'évaluation des compétences linguistiques qui permettra de vérifier le degré d'apprentissage de la langue de manière uniforme à l'échelle fédérale. Pour ce qui est des sanctions, j'aimerais mentionner que le respect de la convention d'intégration se doit d'être pris en compte lors de l'attribution d'une autorisation de séjour ou l'établissement de sa prolongation ou de sa révocation. La révocation sans exception de l'autorisation exigée par la motion, si les objectifs inscrits dans la convention d'intégration ne sont pas atteints, serait contraire à la législation fédérale et au droit constitutionnel, car toute décision en fonction du droit des étrangers doit être examinée à l'aune du principe de proportionnalité. Le problème de l'apprentissage de la langue fait l'objet de toute notre attention dans le cadre du projet NA-BE et l'objectif est bien de pouvoir disposer d'un processus clair pour la validation des acquis, mais également d'avoir des moyens de sanctionner celles et ceux qui ne feraient pas leur travail. Des possibilités d'optimisation sont donc possibles et le Conseil-exécutif est prêt à les examiner dans le cadre du projet de restructuration du domaine de l'asile comme déjà mentionné. Il vous propose donc d'adopter cette motion sous forme de postulat.

Le président. Wünscht der Motionär noch einmal das Wort? – Er verzichtet. Dann kommen wir zur Abstimmung. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	83
Non	48
Abstentions	4

Le président. Sie haben die Motion angenommen.

